

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 87 (1969)
Heft: 154

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

à Lausanne, Conseil: 5 à 9 membres, qui sont: Marc Collet, de France, à Cologny-Genève, président; Manuel Roth, de Delémont, à Clarens, vice-président; Georgette Kleinert-Hilbert, d'Affoltern am Albis ZH, à Lausanne, secrétaire; Gladys Nussbaumer-Rime, de Fribourg, à Lussy s/Morges; Renée Bridel-Stein, de et à Lausanne; Marc-Antoine Muret, de Morges et Echichens, à Lausanne, et Raoul de Preux, de Sion, à Lausanne. Signature collective à deux des membres du conseil. Bureaux: Placc St-François 5 (chez Alfred König).

26 juin 1969.

Fonds de prévoyance en faveur du personnel d'EFSA Entreprise de Ferromerie S.A., à Lausanne (FOSC du 11.2.1967, p. 526). Par suite du transfert de son siège à Châtillens, la fondation est, en conséquence, radiée du registre de Lausanne (FOSC du 21.6.1969, N° 142, p. 1445).

27 juin 1969.

Fonds de prévoyance A. Winandy & Fils, à Lausanne, venir en aide aux employés et ouvriers de la fondatrice (FOSC du 25.4.1959, p. 1189). Statuts modifiés le 26 juin 1968, par décision du Département de l'Intérieur. Nouveau nom: **Fonds de prévoyance Jean Winandy**. Nouveau but: venir en aide aux employés et ouvriers de la maison Jean Winandy et à leurs familles pour les aider à faire face aux conséquences économiques résultant notamment de charges de famille, chômage, service militaire, invalidité, maladie, accidents, retraite, décès. La signature du président Albert Winandy est éteinte. Nouveau président avec signature collective à deux: Jean Winandy de et à Lausanne. Nouvelle adresse: Rue de Genève 3 (chez Jean Winandy).

27 juin 1969.

Fondation de prévoyance Richard S.A., à Morges (FOSC du 19.1.1952, N° 15, p. 160). Le président du conseil de fondation, Julien Bovard, est décédé; ses pouvoirs sont éteints. Nouveau président: Jules-Louis Gachet, de Biolley-Orjulaz et Bousens, à Morges. La fondation est engagée par la signature collective à deux du président et du secrétaire.

24 juin 1969.

Mémorial Général Guisan, à Coppet. Il a été constitué sous ce nom, selon acte authentique dressé le 17 décembre 1968, une fondation ayant pour but de réunir et conserver tous les objets, documents, souvenirs et témoignages propres à illustrer en particulier la vie ainsi que la carrière du Général Henri Guisan et plus généralement l'histoire de la Suisse durant la seconde guerre mondiale (1939-1945); la fondation facilite au public le meilleur accès à ce Mémorial en créant le «Musée Général Guisan»; elle peut aussi constituer un centre suisse d'archives et de documentation relatif à la seconde guerre mondiale. Administration: conseil de quatre à neuf membres (dont un au moins de la famille du Général Guisan). Signature: collective à deux d'Emile Privat, de et à Genève, président; Henri Guisan, d'Avenches, à Pulley, adjoint; Myrtil De-coppet, de Susevaz, à Berne, adjointe, et Jean-René Bory, de Coppet, Mies et Crans VD, à Coppet, tous membres du conseil. Adresse: Grand'Rue, chez Jean-René Bory.

18 juin 1969.

Serix, Institut Romand d'éducation, à Palézieux (FOSC du 24.12.1954, N° 301, p. 3308). Le directeur Jean Poget s'est retiré et sa signature est éteinte. Ont actuellement la signature sociale collective à deux: Louis Masson, de Vevy et Villeneuve, à Lausanne, président (nouveau); Edouard Wavre, vice-président (ancien président); René Gaillard, de Cuarnens, à Lausanne, trésorier (nouveau).

1^{er} juillet 1969.

Fonds de prévoyance en faveur du personnel de Forestier S.A., à Yverdon (FOSC du 15.4.1961, p. 1057). Suivant décision de tous les membres de la fondation, en date du 24 septembre 1968, la fondation a été dissoute. Par arrêté du Département de l'Intérieur du canton de Vaud du 17 mai 1968, la radiation a été autorisée. Cette fondation est en conséquence radiée et sa liquidation est terminée.

27 juin 1969.

Fonds de prévoyance en faveur du personnel de la maison Marcel Gaillard et fils, Bagnes, à Bagnes. Par acte authentique du 20 mai 1969 il a été constitué sous cette dénomination une fondation ayant pour but de venir en aide au personnel de la fondatrice en cas de vieillesse, maladie, invalidité, accident, indigence imminente, et, en cas de décès, à leur famille. Le conseil de fondation se compose de trois ou cinq membres. Bernard Gaillard, président, et Gilbert Gaillard, secrétaire, les deux de et à Bagnes, signent collectivement ensemble. Chez Marcel Gaillard et fils.

Rectification.

Fondation Elisabeth Mangisich, à Sion (FOSC du 14.6.1969, page 1376). La fondation est engagée par la signature collective à deux du président et du secrétaire. Alphonse Loutan, de Cheyres FR, à Sion, est président; Sylvain Salamin, de Grimetz, à Sion, est secrétaire.

25 juin 1969.

Fondation de Prévoyance en faveur du Personnel de la Maison René Baillifard, à Sion. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique et statuts du 16 mai 1969, une fondation qui a pour but de venir en aide aux employés du fondateur en cas de vieillesse, maladie, accidents, ainsi que de leurs survivants en cas de décès. La gestion de la fondation est confiée à un conseil de fondation de trois membres, dont un représentant le personnel. La fondation désigne un contrôleur. La fondation est engagée par la signature collective à deux du président et d'un autre membre du conseil de fondation. Celui-ci est composé de: René Baillifard, de Fully, à Sion, président; Edouard Bruna, de Riddes, à Sion, membre; Hubert Mayoraz, de et à Héremence, membre. Adresse: c/o René Baillifard.

25 juin 1969.

Conservatoire Cantonal de Musique, à Sion. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique du 5 décembre 1953 et statuts modifiés du 19 janvier 1969, une fondation qui a pour but l'enseignement de la musique aux cercles les plus étendus, par des professeurs qualifiés. Elle doit également favoriser les études artistiques, musicales, chorégraphiques et d'art dramatique, dans toutes les branches et à tous les degrés. La gestion de la fondation est confiée à un comité de direction composé de 3 à 9 membres, nommé par le conseil de fondation. Le comité de direction est composé de: Théo Montangro, d'Ayer, à Sion, président; Eugène de Courton, de et à Sion, vice-président; Jean-Charles Haenni, de et à Sion, secrétaire; Edouard Béguelin, de Neuchâtel, à Sion, membre; André Arletaz, de et à Sion, membre; Paul Mudry, de Lenz, à Sion, membre; Georges Haenni, de et à Sion, directeur. Le conseil de fondation désigne en outre deux contrôleurs. La fondation est engagée par la signature collective à deux, du président, du vice-président, du directeur, du secrétaire ou d'un autre membre du comité de direction. Adresse de la fondation: 10, rue de la Dixence, Sion.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de La Chaux-de-Fonds

25 juin 1969.

Fonds de prévoyance en faveur du personnel de «Corum», Ries, Bannwart et Cie, à La Chaux-de-Fonds (FOSC du 1.10.1960, N° 230). Jean-Pierre Moesch, membre du conseil de fondation, est maintenant domicilié à La Chaux-de-Fonds.

Bureau de Neuchâtel

25 juin 1969.

Fonds Albert Clerc, en faveur des hospices de malades du canton, à Neuchâtel (FOSC du 11.5.1968, N° 110, p. 1018). Par suite de démission, Gaston-Blaise Clottu, président ne fait plus partie du conseil de fondation. Ses pouvoirs sont éteints. Jacques-Lucien Béguin, de Rochefort et de la Chaux-de-Fonds, à la Chaux-de-Fonds, a été nommé président, avec signature collective à deux.

26 juin 1969.

Fonds Julie de Bosset, à Neuchâtel (FOSC du 3.7.1965, N° 152, p. 2090). Nouvelle adresse: Rue J.L. Pourtalès 2, c/o Etude Clerc, notaires.

Genève — Genève — Genève

25 juin 1969.

Fondation de prévoyance en faveur du personnel de la Maison R. Arpin fils, à Genève, fondation. Date de l'acte constitutif: 2 juin 1969. But: prémunir le personnel de la maison R. Arpin fils contre les conséquences économiques de la vieillesse et de l'invalidité. Elle peut également venir en aide aux membres du personnel qui seraient dans la gêne sans faute de leur part, ensuite de maladie, d'accidents, de chômage ou, en cas de décès de l'un d'eux, à sa famille. Administration: conseil d'un à cinq membres. Signature: individuelle de René Arpin, de et à Vernier, membre et président du conseil. Adresse: 24, rue de Lausanne, chez R. Arpin fils.

23 juin 1969.

Fondation de prévoyance en faveur du personnel de Motorola Semiconductor Products SA, à Genève (FOSC du 7.12.1968, page 2657). Les pouvoirs de George-William Andrews sont radiés. James-Ronald Grimm, des USA, à Chêne-Bougeries, membre du conseil, signe collectivement à deux.

Andere gesetzliche Publikationen Autres publications légales Altre pubblicazioni legali

SISKA Liegenschaften-Anlagefonds

Fondsreglement

I. Aufgabe und Organisation

§ 1

1. Unter der Bezeichnung

SISKA Liegenschaften-Anlagefonds

besteht ein Anlagefonds im Sinne von Art. 2 des Bundesgesetzes vom 1. Juli 1966 über die Anlagefonds. Sein Zweck ist die gemeinschaftliche Kapitalanlage in schweizerischen Immobilienwerten.

2. Der Anlagefonds kann laufend durch die Einzahlungen auf die öffentlich ausgegebenen Anteilscheine geäuft werden.

§ 2

1. Die Leitung des Anlagefonds liegt in den Händen der

SISKA Fondsverwaltung AG, Winterthur.

2. Die Verwahrung des Fondsvermögens ist der Banque Commerciale SA, Genève, als der Depotbank des Fonds, übertragen.

§ 3

Die Anteilscheine werden als Zertifikate über 1, 5 und 10 Anteile ausgegeben. Sie lauten auf den Inhaber und sind von einem Couponbogen mit Talon begleitet.

II. Kollektivanlagevertrag und Vertragsparteien

§ 4

Die Rechtsbeziehungen zwischen dem Anteilscheininhaber einerseits und Fondsleitung und Depotbank andererseits werden durch das vorliegende Fondsreglement und durch die Bestimmungen über den Kollektivanlagevertrag im Sinne von Art. 8 ff. des Bundesgesetzes über die Anlagefonds geordnet.

§ 5

1. Die Fondsleitung verwaltet, unter Vorbehalt der Rechte und Pflichten der Depotbank, den Anlagefonds selbständig und in eigenem Namen, aber ausschliesslich für Rechnung und im Interesse der Anteilscheininhaber.

2. Die Fondsleitung entscheidet insbesondere über die Ausgabe von Anteilscheinen, den Erwerb und den Verkauf von Anlagen für den Fonds sowie die Höhe der flüssigen Mittel.

3. Die Fondsleitung berechnet den Inventarwert sowie den Ausgabe- und den Rücknahmepreis der Anteilscheine, setzt die Jahresausschüttung fest, übt die zum Anlagefonds gehörenden Rechte aus und macht diese geltend.

§ 6

1. Die Depotbank verwahrt gemäss ihren allgemeinen Geschäftsbedingungen und unter besonderer Kennzeichnung das gesamte bewegliche Vermögen und die Beweiskunden über die sonstigen Vermögenswerte des Anlagefonds (Aktien der Immobiliengesellschaften, andere Wertpapiere, Forderungstitel gegen die zum Anlagefonds gehörenden Immobiliengesellschaften und gegen Dritte, Guthaben auf Anlage- und Ertragskonten, übrige Werte) und erfüllt auch die weiteren Aufgaben einer Depothalterin.

2. Die Depotbank wacht darüber, dass die Fondsleitung die im Fondsreglement und im Bundesgesetz über die Anlagefonds niedergelegten Anlagevorschriften einhält. Für die Auswahl der Anlagen, die die Fondsleitung im Rahmen der Anlagevorschriften trifft, ist die Depotbank jedoch nicht verantwortlich.

3. Die Depotbank vermittelt die Ausgabe und die Rücknahme der Anteilscheine und führt darüber eine Kontrolle. Sie besorgt den gesamten Zahlungsverkehr für den Fonds.

§ 7

1. Der Anteilscheininhaber hat ein Forderungsrecht gegen die Fondsleitung auf eine seinem Anteil entsprechende Beteiligung am Vermögen und Ertrag des Anlagefonds.

2. Der Anteilscheininhaber kann von der Fondsleitung jederzeit die Rücknahme seines Anteilscheines und die Barauszahlung seines Anteils am Anlagefonds verlangen. Enthält der Anlagefonds nicht die für die Auszahlung benötigten flüssigen Mittel, so sorgt die Fondsleitung durch Verkauf von Liegenschaften oder durch Aufnahme von Darlehen oder von Hypotheken für die möglichst rasche Erfüllung des Rücknahmebegehrens. In diesem Falle kann die Fondsleitung die Rücknahme um längstens 12 Monate aufschieben.

III. Inventarwert, Ausgabe- und Rücknahmepreis der Anteilscheine

§ 8

1. Wert eines Anteils wird durch Teilung des Inventarwertes des am Tage der Berechnung vorhandenen gesamten Fondsvermögens durch die Zahl der umlaufenden Anteile ermittelt. Das Fondsvermögen wird dabei auf Grund einer Gesamtrechnung (konsolidierten Rechnung), die das Vermögen des Anlagefonds und das Vermögen der zum Anlagefonds gehörenden Immobiliengesellschaften — unter Ausscheidung der gegenseitigen Beteiligungs- und Forderungsverhältnisse — einschliesst, festgestellt und umfasst damit die Liegenschaften, Guthaben auf Anlage- und Ertragskonten, Wertpapiere und übrigen Werte.

2. Der Inventarwert des Fondsvermögens entspricht dem Verkehrswert des Fondsvermögens abzüglich der dem Anlagefonds betreffenden Schuldverpflichtungen und der bei der Liquidation des Anlagefonds im Zeitpunkt der Schätzung wahrscheinlich anfallenden Steuern. Der Verkehrswert der Liegenschaften entspricht dem Preis, der bei einem sorgfältigen Verkauf im Zeitpunkt der Verkehrswertschätzung wahrscheinlich erzielt würde.

§ 9

1. Ausgabe- und Rücknahmepreis der Anteilscheine basieren auf dem im Zeitpunkt der Ausgabe bzw. der Rücknahme gemäss § 8 berechneten Inventarwert je Anteil.

2. Der Ausgabepreis der Anteilscheine entspricht dem Inventarwert je Anteil, zuzüglich

a) der Spesen (Notariatskosten, Handänderungssteuern, Gebühren u. a.), die dem Anlagefonds aus der Anlage des einbezählten Betrages im Durchschnitt erwachsen,

b) der Kommission zugunsten der Fondsleitung gemäss § 16 Abs. 1, lit. a,

c) der eidgenössischen Stempelabgabe.

3. Der Rücknahmepreis der Anteilscheine entspricht dem Inventarwert je Anteil, abzüglich der Spesen (Notariatskosten, Handänderungssteuern, Gebühren u. a.), die dem Anlagefonds aus der Veräusserung eines dem Anteil entsprechenden Teils der Anlagen im Durchschnitt erwachsen.

IV. Richtlinien der Anlagepolitik

§ 10

1. Die Fondsleitung hat sich in ihrer Anlagepolitik an die folgenden Richtlinien zu halten:

- das Fondsvermögen ist in schweizerischen Immobilienwerten anzulegen. Als solche gelten:
 - Beteiligungen an schweizerischen Immobiliengesellschaften, deren ausschliesslicher Gegenstand und Zweck der Erwerb und Verkauf in der Schweiz gelegener Liegenschaften, die Ueberbauung von Grundstücken sowie die Vermietung und Verpachtung dieser Immobilien ist, soweit die Beteiligungen mindestens zwei Drittel des Grundkapitals und der Stimmen in den Gesellschaften umfassen,
 - mit oder ohne grundpfandrechtliche Sicherung begründete Forderungen gegen die oben genannten Immobiliengesellschaften,
 - in der Schweiz gelegene Grundstücke, sofern sie auf den Namen der Fondsleitung, aber unter Hinweis auf die Zugehörigkeit zum Anlagefonds im Grundbuch eingetragen sind.
 - Bei den Anlagen ist eine angemessene Risikoverteilung nach geographischer Lage und nach Grösse der einzelnen Liegenschaften zu beachten.
 - Als Anlagen kommen vor allem Wohn- und Geschäftshäuser in Frage.
 - Es können auch Liegenschaften gekauft werden, die zu einem wesentlichen Teil gewerblichen Zwecken dienen. Unzulässig ist der Erwerb von Fabriken, von Villen und von in Kurorten gelegenen Hotels.
 - Anlagen in Bauland, das sich für die Erstellung von Wohn- oder Geschäftshäusern eignet, sind zulässig. Das Bauland kann für Rechnung des Fonds überbaut oder gegen eine angemessene Verzinsung Dritten im Baurecht zur Verfügung gestellt werden.
 - Schuldbriefe auf Immobilien Dritter können im Zusammenhang mit einem vorgesehenen Liegenschaftskauf oder einem Liegenschaftsverkauf als vorübergehende Anlage übernommen werden.
 - Gelder, die für die Verwirklichung von Bauvorhaben bestimmt sind, können vorübergehend in Kassa-Obligationen schweizerischer Banken und kotierten Obligationen schweizerischer öffentlich-rechtlicher Schuldner angelegt werden.
 - Die flüssigen Mittel sind in Schweizer Franken zu halten.
2. Wohnhäuser mit mehr als 40 Wohnungen dürfen insgesamt
- | | |
|---|-----|
| nicht mehr als | 60% |
| Geschäftshäuser nicht mehr als | 20% |
| Gewerbliche Liegenschaften nicht mehr als | 20% |
| Bauland nicht mehr als | 10% |
| Schuldbriefe nicht mehr als | 15% |
| Kassa-Obligationen nicht mehr als | 10% |
- total der Fondsaktiven, zum Verkehrswert im Zeitpunkt der Anlage berechnet, ausmachen.

§ 11

Die Anschaffung von Immobilien erfolgt aus dem Emissionserlös der Anteilscheine und darf zu durchschnittlich höchstens 50% der Anlagekosten durch die Aufnahme von grundpfandgesicherten oder ungesicherten Krediten bei Dritten finanziert werden.

§ 12

1. Die Fondsleitung bestimmt eine oder mehrere von ihr unabhängige Personen als ihren oder ihre ständigen Schätzungsexperten. Sie lässt jede Liegenschaft, die für Rechnung des Anlagefonds gekauft oder verkauft werden soll, durch mindestens einen ständigen Experten schätzen. Im Falle fondseigener Bauprojekte hat mindestens ein ständiger Experte zu prüfen, ob die voraussichtlichen Kosten durch den Verkehrswert der Anlagen gedeckt werden.

2. Der oder die ständigen Schätzungsexperten überprüfen auf den Abschluss eines jeden Rechnungsjahres des Fonds den Verkehrswert aller Liegenschaften, die zum Anlagefonds gehören.

3. Weicht das Gutachten des oder der ständigen Experten von den eigenen Schätzungen ab, so hat die Fondsleitung dies zuhanden der Revisionsstelle zu begründen.

4. Die Fondsleitung kann neben dem oder den ständigen Schätzungsexperten nach ihrem Ermessen weitere Sachverständige beiziehen.

§ 13

Die Fondsleitung kann die Verwaltung der einzelnen Immobilien (Vermietung, Inkasso der Mietzinsen, Organisation des Hauswartinendienstes, Anordnung der Unterhaltsarbeiten u. a.) entweder selbst besorgen oder Liegenschaftsverwaltern übertragen. Beauftragte Dritte mit der Verwaltung, so hat sie diese aus der von ihr gemäss § 16 Abs. 1, lit. a, erhobenen Verwaltungskommission zu entschädigen.

V. Rechenschaftsablage

§ 14

1. Das Rechnungsjahr des Fonds läuft jeweils vom 1. Januar bis 31. Dezember.

2. Innert sechs Monaten nach Abschluss des Rechnungsjahres publiziert die Fondsleitung einen Rechenschaftsbericht mit der Jah-

resrechnung des Anlagefonds. Die Jahresrechnung umfasst eine Vermögensaufstellung sowie eine Ertragsrechnung, die auch Abschluss über die Verwendung des Reinertrages gibt. Im Rechenschaftsbericht wird darauf hingewiesen, dass die für einen Immobilienfonds gemäss Art. 30 der Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz über die Anlagefonds anzuführenden zusätzlichen Aufstellungen am Sitz der Fondsleitung zur Einsicht aufgelegt werden. Das Recht des Anteilseininhabers auf Auskunft gemäss Art. 22 des Bundesgesetzes über die Anlagefonds bleibt vorbehalten.

- In der Jahresrechnung werden Vermögen und Ertrag des Anlagefonds und der zum Anlagefonds gehörenden Immobiliengesellschaften — unter Ausscheidung der gegenseitigen Forderungen und Beteiligungsverhältnisse — in einer Gesamtrechnung (konsolidierten Rechnung) zusammengefasst. Die Vermögensrechnung wird sowohl zu Gestehungskosten als auch zu Verkehrswerten erstellt. Zu Lasten der Ertragsrechnung nimmt die Fondsleitung angemessene Abschreibungen auf den Immobilien sowie Rückstellungen im Hinblick auf künftige Reparaturen der Liegenschaften vor.
- Eine von der Aufsichtsbehörde, der Eidgenössischen Bankkommission, anerkannte Revisionsstelle prüft alljährlich, ob Fondsleitung und Depotbank die Vorschriften des Fondsreglementes und des Bundesgesetzes über die Anlagefonds eingehalten haben. Ein kurzer Befund der Revisionsstelle zur publizierten Jahresrechnung erscheint im Rechenschaftsbericht des Anlagefonds.

§ 15

- Der Reinertrag des Anlagefonds wird jährlich im Monat März an die Anteilseininhaber ausgeschüttet.
- Die Fondsleitung kann vom Reinertrag bis zu 20% im Fonds zur Wiederanlage zurückbehalten sowie bis zu 10% auf neue Rechnung vortragen.
- Gewinne aus der Veräusserung von Sachen und Rechten, die zum Anlagefonds gehören (Kapitalgewinne aus der Veräusserung von Liegenschaften, von Aktien der Immobiliengesellschaften oder von anderen Werten), werden in der Regel im Fonds zur Wiederanlage zurückbehalten. Die Fondsleitung kann jedoch nach ihrem Ermessen solche Gewinne ganz oder teilweise in die Ertragsrechnung einzeichnen und an die Anteilseininhaber ausschütten.

§ 16

- Fondsleitung und Depotbank stehen folgende Vergütungen zu:
 - Vergütungen an die Fondsleitung
 - Zur Deckung der Kosten, die der Druck der Anteilsscheine und der Prospekte sowie die Platzierung der Anteilsscheine verursachen, erhebt die Fondsleitung auf dem Inventarwert der neu emittierten Anteilsscheine eine Entschädigung von 2,5%.
 - Für die Mühewaltung bei der Erstellung, beim Erwerb oder Verkauf von Liegenschaften berechnet die Fondsleitung zu Lasten des Anlagefonds eine Entschädigung von 1,5% der Baukosten, des Kaufs- oder Verkaufspreises.
 - Für die Leitung des Fonds und der Immobiliengesellschaften stellt die Fondsleitung zu Lasten des Anlagefonds eine Kommission von jährlich 1,5% des Buchwertes der Liegenschaften und der übrigen Aktiven in Rechnung.
 - Als Entschädigung für die Verwaltung der einzelnen Liegenschaften belastet die Fondsleitung dem Anlagefonds 5% der jährlichen Mietzinseinnahmen.
 - Vergütungen an die Depotbank
 - Für die Verwahrung der Wertschriften und die Besorgung des Zahlungsverkehrs des Fonds stellt die Depotbank zu Lasten des Anlagefonds eine Entschädigung in Rechnung, die den jeweiligen banküblichen Ansätzen gemäss Konvention IV der Schweizerischen Bankiervereinigung entspricht.
 - Für die Auszahlung des Jahresertrages an die Anteilseininhaber belastet die Depotbank dem Anlagefonds eine Kommission von 1%.
 - Für die gesetzlich vorgeschriebene Uebervachung der Fondsleitung und für die Auszahlung zurückgenommener Anteilsscheine oder des Liquidationsbetriffnisses im Falle der Auflösung des Anlagefonds beansprucht die Depotbank zu Lasten des Anlagefonds eine Entschädigung von jährlich 1% berechnet auf dem Nettvermögen des Anlagefonds zu Verkehrswerten.
- Die Fondsleitung, die zum Anlagefonds gehörenden Immobiliengesellschaften und die Depotbank haben ausserdem Anspruch auf Ersatz der folgenden Auslagen, die ihnen in Ausführung des Kollektivanlagevertrages entstanden sind:
 - Kosten für den Druck der Rechenschaftsberichte und für die Veröffentlichung der an die Anteilseininhaber gerichteten Mitteilungen im offiziellen Publikationsorgan des Fonds.
 - Provisionen beim Kauf und Verkauf von Liegenschaften sowie für Erstvermietung.
 - Löhne und Sozialleistungen für die Hauswarte.
 - Honorar der ständigen Schätzungs- und allfälligen weitem Experten.
 - Honorar der Revisionsstelle für die ordentlichen Revisionen.
 - Kosten allfällig nötig werdender ausserordentlicher Dispositionen.

VI. Uebrig Bestimmungen

§ 17

- Der Anlagefonds besteht auf unbestimmte Zeit. Sowohl die Fondsleitung als auch die Depotbank kann, jede für sich, die Auflösung des Anlagefonds durch Kündigung des Kollektivanlagevertrages herbeiführen. Die Kündigung ist jederzeit auf sechs Monate, erstmals auf den 31. Dezember 1982, zulässig.
- Vor dem 31. Dezember 1982 kann der Anlagefonds auf Anordnung des Richters, um welche die Fondsleitung oder die Depotbank nachgesucht hat, bei Vorliegen wichtiger Gründe aufgelöst werden.
- Nach Auflösung des Kollektivanlagevertrages veräussert die Fondsleitung die Aktiven des Anlagefonds. Die Auszahlung des Liquidationsbetriffnisses an die Anteilseininhaber ist der Depotbank übertragen. Sollte die Liquidation längere Zeit beanspruchen, kann der Erlös in Teilbeträgen ausbezahlt werden.

§ 18

- Offizielles Publikationsorgan des Anlagefonds ist das Schweizerische Handelsamtsblatt.
- Das Fondsreglement und die jährlichen Rechenschaftsberichte des Anlagefonds können am Sitz der Fondsleitung und der Depotbank und den weitem im Rechenschaftsbericht aufgeführten Zeichnungs- und Zahlstellen des Fonds bezogen werden.

§ 19

- Der Anlagefonds untersteht dem schweizerischen Recht, insbesondere dem Bundesgesetz vom 1. Juli 1966 über die Anlagefonds.
- Für die Auslegung des Fondsreglementes ist die deutsche Fassung allein massgebend.

§ 20

Das vorliegende Fondsreglement ersetzt den am 15. November 1962 zwischen der SSKA Fondsverwaltung AG und der Banque Commerciale SA abgeschlossenen Gründungsvertrag des Fonds. Es wurde am 29. April 1969 durch die Aufsichtsbehörde genehmigt.

8400 Winterthur, den 26. Juni 1969.

Die Fondsleitung: SSKA Fondsverwaltung AG, Winterthur
Die Depotbank: Banque Commerciale SA, Genf

Die Anteilsscheine, auf denen der alte Vertragstext aufgedruckt ist, behalten uneingeschränkte Zirkulationsfähigkeit.

Geschäftseröffnungsverbot

(Ausverkaufsordnung des Bundesrates vom 16. April 1947)

Fräulein Annie Petermann, Mercerie und Modewaren, Kramgasse 1, Luzern, hat in ihrer Verkaufsstelle einen amtlich bewilligten Totalausverkauf durchgeführt. Gestützt auf Art. 16 der eidgenössischen Ausverkaufsordnung wurde ihr die Wiedereröffnung eines gleichartigen Geschäftes in der ganzen Schweiz bis zum 15. September 1973 untersagt.

6000 Luzern, 23. Juni 1969
Handelspolizei des Kantons Luzern

Ring-Wohnungen Flims AG

Herabsetzung des Aktienkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Artikel 733 OR

Dritte Veröffentlichung

Die Ring-Wohnungen Flims AG, 7017 Flims, hat an der ordentlichen Generalversammlung vom 13. Juni 1969 die Herabsetzung des Aktienkapitals von Fr. 320 000.— durch Annullierung von 120 Namenaktien Serie A zu nom. Fr. 1000.— infolge Rückzahlung auf dem Verrechnungswege um Fr. 120 000.— auf Fr. 200 000.— beschlossen.

Allfällige Geschäftsgläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen binnen zwei Monaten seit der dritten Veröffentlichung dieses Beschlusses am Sitz der beauftragten Treuhändergesellschaft Société Fiduciaire Romande Ofor SA, Genf, anzumelden und Befriedigung oder Sicherstellung zu verlangen. (AA. 327¹)

1201 Genf, den 30. Juni 1969
Die Beauftragte:
Société Fiduciaire Romande Ofor SA
1, place Saint-Gervais, 1201 Genf

Ring-Wohnungen Arosa AG

Herabsetzung des Aktienkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Artikel 733 OR

Dritte Veröffentlichung

Die Ring-Wohnungen Arosa AG, 7050 Arosa, hat an der ordentlichen Generalversammlung vom 13. Juni 1969 die Herabsetzung des Aktienkapitals von Fr. 349 000.— durch Annullierung von 155 Namenaktien Serie A zu nom. Fr. 1000.— infolge Rückzahlung auf dem Verrechnungswege um Fr. 155 000.— auf Fr. 194 000.— beschlossen.

Allfällige Geschäftsgläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen binnen zwei Monaten seit der dritten Veröffentlichung dieses Beschlusses am Sitz der beauftragten Treuhändergesellschaft Société Fiduciaire Romande Ofor SA, Genf, anzumelden und Befriedigung oder Sicherstellung zu verlangen. (AA. 327¹)

1201 Genf, den 30. Juni 1969
Die Beauftragte:
Société Fiduciaire Romande Ofor SA
1, place Saint-Gervais, 1201 Genf

Ring-Wohnungen Davos AG

Herabsetzung des Aktienkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Artikel 733 OR

Dritte Veröffentlichung

Die Ring-Wohnungen Davos AG, 7270 Davos, hat an der ordentlichen Generalversammlung vom 16. Juni 1969 die Herabsetzung des Aktienkapitals von Fr. 440 000.— durch Annullierung von 300 Namenaktien Serie A zu nom. Fr. 1000.— infolge Rückzahlung auf dem Verrechnungswege um Fr. 300 000.— auf Fr. 140 000.— beschlossen.

Allfällige Geschäftsgläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen binnen zwei Monaten seit der dritten Veröffentlichung dieses Beschlusses am Sitz der beauftragten Treuhändergesellschaft Société Fiduciaire Romande Ofor SA, Genf, anzumelden und Befriedigung oder Sicherstellung zu verlangen. (AA. 323¹)

1201 Genf, den 30. Juni 1969
Die Beauftragte:
Société Fiduciaire Romande Ofor SA
1, place Saint-Gervais, 1201 Genf

Ring-Wohnungen Engelberg AG

Herabsetzung des Aktienkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Artikel 733 OR

Dritte Veröffentlichung

Die Ring-Wohnungen Engelberg AG, 6390 Engelberg, hat an der ordentlichen Generalversammlung vom 16. Juni 1969 die Herabsetzung des Aktienkapitals von Fr. 270 000.— durch Annullierung von 120 Namenaktien Serie A zu nom. Fr. 1000.— infolge Rückzahlung auf dem Verrechnungswege um Fr. 120 000.— auf Fr. 150 000.— beschlossen.

Allfällige Geschäftsgläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen binnen zwei Monaten seit der dritten Veröffentlichung dieses Beschlusses am Sitz der beauftragten Treuhändergesellschaft Société Fiduciaire Romande Ofor SA, Genf, anzumelden und Befriedigung oder Sicherstellung zu verlangen. (AA. 324¹)

1201 Genf, den 30. Juni 1969
Die Beauftragte:
Société Fiduciaire Romande Ofor SA
1, place Saint-Gervais, 1201 Genf

Ring-Wohnungen St. Moritz AG

Herabsetzung des Aktienkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Artikel 733 OR

Dritte Veröffentlichung

Die Ring-Wohnungen St. Moritz AG, 7500 St. Moritz, hat an der ordentlichen Generalversammlung vom 20. Juni 1969 die Herabsetzung des Aktienkapitals von Fr. 365 000.— durch Annullierung von 140 Namenaktien Serie A zu nom. Fr. 1000.— infolge Rückzahlung auf dem Verrechnungswege um Fr. 140 000.— auf Fr. 225 000.— beschlossen.

Allfällige Geschäftsgläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen binnen zwei Monaten seit der dritten Veröffentlichung dieses Beschlusses am Sitz der beauftragten Treuhändergesellschaft Société Fiduciaire Romande Ofor SA, Genf, anzumelden und Befriedigung oder Sicherstellung zu verlangen. (AA. 325¹)

1201 Genf, den 30. Juni 1969
Die Beauftragte:
Société Fiduciaire Romande Ofor SA
1, place Saint-Gervais, 1201 Genf

Ring-Wohnungen Zermatt AG

Herabsetzung des Aktienkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Artikel 733 OR

Dritte Veröffentlichung

Die Ring-Wohnungen Zermatt AG, 3920 Zermatt, hat an der ordentlichen Generalversammlung vom 20. Juni 1969 die Herabsetzung des Aktienkapitals von Fr. 230 000.— durch Annullierung von 50 Namenaktien Serie A zu nom. Fr. 1000.— infolge Rückzahlung auf dem Verrechnungswege um Fr. 50 000.— auf Fr. 180 000.— beschlossen.

Allfällige Geschäftsgläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen binnen zwei Monaten seit der dritten Veröffentlichung dieses Beschlusses am Sitz der beauftragten Treuhändergesellschaft Société Fiduciaire Romande Ofor SA, Genf, anzumelden und Befriedigung oder Sicherstellung zu verlangen. (AA. 326¹)

1201 Genf, den 30. Juni 1969
Die Beauftragte:
Société Fiduciaire Romande Ofor SA
1, place Saint-Gervais, 1201 Genf

Genossenschaft Heizerdienst-Gesellschaft, in Liquidation, Zürich

Liquidations-Schuldenruf gemäss Artikel 913, 742 und 745 OR.

Zweite Veröffentlichung

Die ausserordentliche Generalversammlung der Genossenschaft Heizerdienst-Gesellschaft, in Zürich vom 27. Februar 1969 hat die Liquidation der Genossenschaft auf den 30. Juni 1969 beschlossen.

Allfällige Gläubiger werden hiermit aufgefordert, ihre Forderungen bis spätestens Dienstag, den 30. September 1969, beim Liquidator, Adolf Iselin, c/o Wärme AG, Binzmühlestrasse 82, 8050 Zürich, anzumelden.

8050 Zürich, den 30. Juni 1969 (AA. 328²)
Genossenschaft
Heizerdienst-Gesellschaft in Liquidation,
Die Liquidatoren: W. Mathis, A. Iselin

Bureau de Change BNK SA, Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux articles 742 et 745 CO.

Troisième publication

Les créanciers et titulaires de réclamations quelconques sont invités à produire leur créance ou à faire état de leurs droits, avec tous documents à l'appui, en main de l'administrateur, M. Jacques Hochstaetter, avocat, 14, rue de la Corrairie, à Genève, jusqu'au 30 juillet, ultime délai, en vue de liquidation de la société.

Passé cette date la liquidation de la société sera considérée comme terminée et la société radiée du Registre du Commerce. (AA. 311¹)

1200 Genève, le 28 juin 1969 Le liquidateur

Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Lausanne, Lausanne

| Actif | Bilan intermédiaire au 30 juin 1969 | Passif | |
|---|-------------------------------------|----------------------------|----------------------|
| | Fr. | Fr. | |
| Caisse, compte de virement et chèques postaux | 277 777.11 | Comptes créanciers à vue | 64 454.45 |
| Avoirs en banque à vue | 367 553.45 | Dépôts en caisse d'épargne | 19 967 383.50 |
| Avoirs en banque à terme | 900 000.— | Autres postes du passif | 258 136.50 |
| Comptes courants débiteurs gagés | 40 000.— | Fonds de réserve | 1 350 000.— |
| Prêts à terme fixe gagés | 1 798.40 | Report à nouveau | 5 473.71 |
| Prêts à des corporations de droit public | 132 675.— | | |
| Placements hypothécaires | 18 244 669.65 | | |
| Titres en portefeuille | 1 521 275.— | | |
| Immeubles | 79 589.70 | | |
| Autres postes de l'actif | 80 109.85 | | |
| | 21 645 448.16 | | 21 645 448.16 |

Avals et cautionnements: Néant

Mitteilungen Communications Comunicazioni

République algérienne

Monopole d'importation des produits mécaniques

Par l'ordonnance (No 69-23) du 21 avril 1969, insérée dans le «Journal Officiel» du 24 du mois suivant et qui abroge toutes dispositions...

Table with 2 columns: N° du tarif douanier algérien, Désignation des marchandises. Lists various mechanical parts and machinery with tariff codes.

Table with 2 columns: N° du tarif douanier algérien, Désignation des marchandises. Lists electrical machinery and tools with tariff codes.

République algérienne

Monopole d'importation de certains produits

Abrogeant toutes dispositions contraires à celles qu'elle édicte, l'ordonnance (No 69-47) du 3 juin 1969, insérée dans le «Journal Officiel»...

Table with 2 columns: N° du tarif douanier algérien, Désignation des marchandises. Lists various goods including paper, fabrics, and tools.

Auslandspostüberweisungsdienst

Table listing international remittance services from various countries like Belgium, Denmark, Germany, France, etc.

Postcheckverkehr, Beitritte

Chèques postaux, adhésions (Fortsetzung - Suite). Details about postal check services and memberships.

Extensive list of names and addresses for various organizations, clubs, and individuals across different regions.

Société des Forces Motrices de L'Avançon

Le dividende 6% pour l'exercice 1968 est payable à raison de Fr. 18.— brut par action de première classe de Fr. 300.— nominal et de Fr. 9.— brut par action de 2^e classe de Fr. 150.— (première et 2^e séries), contre remise du coupon N° 27 pour les actions première classe, sous déduction de l'impôt anticipé de 30%, soit Fr. 12.60 net (première classe) et Fr. 6.30 net (2^e classe) auprès de

Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne
Union de Banques Suisses, Lausanne

Bex, le 24 juin 1969

SACEBA Società Anonima Cementi, Morbio Inferiore

CONVOCAZIONE DI AZIONISTI

Gli azionisti della SACEBA Soc. An. Cementi, Morbio Inferiore, sono convocati in assemblea straordinaria per il giorno di venerdì 18 luglio 1969, alle ore 17, negli uffici dello stabilimento a Morbio Inferiore, con la seguente unica trattanda:

1° Modifiche statutarie.

Per essere ammessi all'assemblea i Signori azionisti dovranno presentare un certificato comprovante il deposito delle azioni presso la Banca dello Stato del Cantone Ticino, Bellinzona o succursali, la Banca del Sempione, Lugano, e la Società Bancaria Ticinese, Bellinzona, che dovrà essere ritirato al più tardi entro il 17 luglio 1969.

Morbio Inferiore, 2 luglio 1969

Per il consiglio di amministrazione,
il presidente: A. Resinelli

Afroinvest SA, Lugano

Avviso di convocazione

I Signori azionisti sono convocati in

assemblea generale straordinaria

per il giorno 28 luglio 1969, alle ore 11, presso la sala delle riunioni della Fidnam SA di Lugano, via Pioda 9, con il seguente ordine del giorno:

- 1° Relazione del consiglio di amministrazione.
- 2° Liquidazione e scioglimento della società.
- 3° Varie.

Lugano, 2 luglio 1969

Il consiglio di amministrazione

stisa

Sviluppo Traffici Internazionali SA

LASTAG

TRAFFICO PER AUTOCARRI SA

Lagerhauszentrum und Zollfreilager STISA Cadenazzo/Tessin

*

LAGERMÖGLICHKEITEN
im:

ZOLL-Freilager für TRANSIT-Lagerung
Kühlhaus für TIEFKÜHL-Produkte
INLANDGÜTER-Lager

*

ZUR VERFÜGUNG STEHEN:

Zollbüro im Zentrum
gedeckte Rampen-Anlagen
neueste Einrichtungen für raschen Umschlag
Kühlwagen und LKW's für raschen An- und Abtransport

*

ANGEBOTE und INFORMATIONEN durch:

stisa

6593 CADENAZZO/TESSIN
Tel. (092) 6 84 31 - Telex 79482

LASTAG

BASEL
Tel. (061) 34 63 30 - Telex 62534
Büro CADENAZZO Tel. (092) 6 86 46

Statt Ärger

mit säumigen Zahlern sofort

50 bis 70 % Bargeld

für verfallene Forderungen. Auskunft durch:
DEBITA-FINANZ, Postfach 321, 6300 Zug,
Telephon (042) 21 55 50.
Qualifizierte Inkasso- und Rechtsabteilung.



Im Einzugsgebiet von Zürich mietweise abzugeben

TANKRAUM

für Heizöl extra leicht

in der Grössenordnung ab 50 m³.

Gute Gelegenheit für industrielle Verbraucher und für Hausverwaltungen, die Sicherheit der eigenen Versorgung durch zusätzliche Einlagerung zu erhöhen.

Interessenten melden sich unter Chiffre Z 03-102945 an Publicitas AG, 4001 Basel.

EFTA-Dokumentation

Vollständige Neuauflage, 375 Seiten, Format A 5, gelocht zwecks Aufnahme in beliebigen Ordner.

Preis: Fr. 12.50. Voreinzahlung erbeten auf Postcheckkonto 30-520, Schweizerisches Handelsamtsblatt, Bern.

Wir suchen

volkswirtschaftlichen oder juristischen Mitarbeiter

zur Bearbeitung wirtschaftlicher und finanzieller Probleme der bilateralen und multilateralen Beziehungen der Schweiz mit den Entwicklungsländern. Wir verlangen: Akademische Bildung; besonderes Interesse für internationale Wirtschafts- und Finanzprobleme. Gute Sprachkenntnisse (Deutsch und Französisch, Englisch erwünscht).

Wir bieten: Gutes Teamwork. Abwechslungsreiche Tätigkeit, anregende Arbeitsatmosphäre. Dauerstelle mit Pensionskasse, Sozialzulagen, Fünftagewoche.

Anmeldungen sind schriftlich unter Beilage eines Curriculum vitae, Zeugnisabschriften und einer Photo einzureichen an:

Personaldienst der Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, Bundeshaus-Ost, 3003 Bern.

Warum haben Leute, die sich in der Werbung auskennen, mehr Erfolg im Beruf?

Sieben Antworten aus der Praxis

Ein Geschäftsmann, der sich im Werbefach auskennt, weiss, wie eine Werbetexte abzufassen ist und welches Werbemittel er wählen muss, um seine Kunden zu erreichen und wirksam anzusprechen.

Ein Unternehmer, der über moderne Werbemethoden gründlich Bescheid weiss, kann die Vorschläge seiner Werbeagentur à fonds beurteilen und deshalb optimale Resultate erzielen.

Ein Gewerbetreibender, der sich Werbekennntnisse aneignet, wird es auch in flauen Zeiten verstehen, Aufträge hereinzuholen.

Eine Sekretärin, die sich aktiv für Werbung interessiert, er-

ringt rasch eine Vorzugsstellung, weil ihr Urteil bei werbetaktischen Entscheidungen vom Chef berücksichtigt wird.

Ein Selbständigerwerbender, der auch in der Werbung auf dem laufenden ist, kann seine Arbeiten überzeugender vertreten und besser «verkaufen».

Ein Angestellter, der sich zusätzlich im Werbefach ausbildet, hat bessere Voraussetzungen und Aufstiegsmöglichkeiten, wenn es um die Besetzung eines Führungspostens geht.

Ein Anfänger in der Werbebranche, der sich aus eigener Initiative eine umfassende Ausbildung auf diesem Gebiet erarbeitet, wird rasch die Stufenleiter hinaufklettern.

MOESSINGER WERBEFERNKURS

Für Berufsleute, die solide Kenntnisse der Werbung anstreben.
Für Berufstätige, die ins Werbefach übergehen wollen.

Für Sie wurde der neue Mössinger-Fernkurs geschaffen, der Ihnen eine gründliche Ausbildung in allen Sparten der Werbung vermittelt. Sie können den Kurs zu Hause, in der Freizeit absolvieren — ohne Ihre Berufsarbeit zu unterbrechen. Der Lehrgang ist ganz auf die Praxis ausgerichtet. Sie werden von erfahrenen Werbefachleuten anhand praktischer Beispiele in das vielseitige und faszinierende Gebiet der Werbung eingeführt.

Umfassendes Kursprogramm

Sie lernen die einzelnen Werbeträger und Werbemittel kennen, auch die verschiedenen Druckverfahren. Wie muss ein Werbetext, ein Werbeflyer aufgebaut und formuliert sein, um wirksam zu wirken? Welches sind die Methoden der Marktforschung und wie sind deren Resultate auszuwerten? Werbeplanung, Absatzförderung, Werberecht sind einige weitere Themen, die im Mössinger-Werbefernkurs behandelt werden.

Was wird vorausgesetzt?

Mit einer guten Schulbildung und mit Energie und Ausdauer werden Sie sich in diesem Kurs solide Kenntnisse der modernen Werbung erarbeiten — Kenntnisse, die Sie nicht nur im Beruf, sondern auch sonst nutzbringend verwenden können. Verlangen Sie mit dem nebenstehenden Bon das Kursprogramm. Sie ersehen daraus, wie viel Ihnen der Kurs bietet, wie er durchgeführt wird, wie lange er dauert usw., Senden Sie also den Bon ein! Es kostet Sie nichts als eine Briefmarke — aber es kann sich für Sie hundertfach und auf Jahre hinaus bezahlt machen.

Institut Mössinger

die grösste Fernschule der Schweiz
Räffelstrasse 11, 8045 Zürich
Telephon 051 / 35 53 91
Abteilung Werbefachschule

BON

Informieren Sie mich bitte kostenlos und ohne Verpflichtung für mich über den Mössinger-Werbefernkurs.

SHA 60

Name: _____

Strasse: _____

Ort: _____